

Communiqué de presse

La pandémie de COVID-19 menace d'entraîner un retard de six ans dans l'aide à l'éducation, avertit l'UNESCO

Paris, 9 juin — Un nouveau document d'orientation publié par l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) de l'UNESCO montre que l'aide totale à l'éducation a atteint son plus haut niveau en 2018, dernière année pour laquelle les données sont disponibles. Toutefois, il estime que l'aide mondiale devrait diminuer de 2 milliards de dollars entre 2018 et 2022 en raison de la récession provoquée par la pandémie de COVID-19, ce qui entraînerait une baisse de 12 % du soutien international à l'éducation.

Cela signifie que, sans mesures additionnelles, l'aide à l'éducation n'atteindrait qu'en 2024 le niveau de 2018, ce qui constitue une grave menace pour la reprise de l'éducation après les perturbations sans précédent causées par la pandémie.

« Alors que l'aide à l'éducation semblait avoir retrouvé son élan, la pandémie de COVID-19 menace désormais de nous faire reculer de plusieurs années en arrière », met en garde la directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay. « Face aux ravages causés par la pandémie, l'aide à l'éducation sera sans doute plus importante que jamais. Les pays auront besoin de fonds supplémentaires pour faire face à la pandémie et l'éducation doit être prioritaire à la fois en termes d'aide et d'allocations nationales pour éviter d'accuser un recul dans la réalisation de notre objectif mondial en matière d'éducation, l'ODD 4. »

En 2018, l'aide à l'éducation a atteint un niveau record de 15,6 milliards de dollars des États-Unis, soit une augmentation de 9 % par rapport à l'année précédente. D'une année à l'autre, l'aide a augmenté de 6 % pour l'éducation de base, de 7 % pour l'enseignement secondaire et de 12 % pour l'enseignement post-secondaire, ce qui représente le montant d'aide le plus élevé jamais enregistré.

Malgré ces augmentations, une aide accrue au secteur était nécessaire ; seuls 7,4 milliards de dollars des États-Unis, soit 47 % de l'aide à l'éducation, ont été consacrés à l'enseignement de base et secondaire dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, les deux sous-secteurs et les deux groupes de pays qui sont perçus comme étant ceux ayant le plus besoin de cette aide.

En évaluant l'impact de la pandémie de COVID-19, le Rapport mondial estime que la pandémie aura probablement un impact plus dommageable que la crise financière de 2007-2008, car les impacts de la récession qui touche les dix principaux donateurs bilatéraux pour l'éducation devraient être doublement plus sévères.

Si les niveaux actuels de dépenses nationales pour l'éducation en pourcentage du PIB étaient maintenus, le financement national de l'éducation diminuerait de 296 milliards de dollars des États-Unis en 2020, ce qui aggraverait encore davantage la situation, selon les estimations de l'UNESCO.

Manos Antoninis, directeur du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, a déclaré : « On estime à 8 000 milliards de dollars des États-Unis les sommes engagées à ce jour par les gouvernements en réponse à la pandémie, ce qui a permis de sécuriser leurs systèmes de santé et leur économie. Toutefois, les perspectives d'aide sont liées à l'impact de la crise sur les budgets des donateurs. Les crises financières précédentes ont eu un impact sur l'allocation de l'aide pendant plusieurs années après la fin de ces crises. Nous ne devons donc pas sous-estimer l'effet d'entraînement que cette pandémie pourrait avoir sur les services sociaux pour les années à venir ».

Le document d'orientation évalue l'impact du Partenariat mondial pour l'éducation, la plateforme de collecte de fonds pour le secteur, en montrant qu'il y a actuellement un décalage d'environ trois ans entre l'approbation des subventions et leur versement. Le montant déboursé en 2019 est retombé au niveau de 2010. En 2018, l'aide du Partenariat mondial pour l'éducation représentait 6,7 % de l'aide totale à l'éducation de base dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, contre un pic de 11,4 % en 2014.

Trois réponses politiques des donateurs seront essentielles au cours des 12 prochains mois. Premièrement, la pandémie de COVID-19 est aussi une crise de l'éducation. La part allouée à l'éducation dans l'aide totale doit être protégée. Deuxièmement, comme les pays ont besoin de fonds supplémentaires, initialement non prévus, pour faire face à la pandémie de COVID-19, il est nécessaire de garantir une certaine souplesse dans le soutien fourni afin que les programmes existants puissent être restructurés et réalignés pour aider les pays à faire en sorte que la COVID-19 n'ait engendré, ultimement, qu'un recul temporaire. Troisièmement, les obstacles à la mise en œuvre des programmes d'aide bilatéraux traditionnels peuvent offrir aux donateurs bilatéraux l'occasion de consolider les efforts d'aide fragmentés, par exemple en transférant une plus grande partie de l'aide par des canaux multilatéraux.

Vous pouvez consulter <u>ici</u> le document d'orientation. Contact relations médias : <u>k.redman@unesco.org</u> +33(0)671786234